

BFA-2007-R-77836

Arrêté n° 2007 -083MFB/SG/CNCS du 2 mars 2007 portant fonctionnement des commissions d'attribution des marchés, des commissions de règlement amiable des litiges, des commissions de réception. (JO N°45 DU 08 NOVEMBRE 2007)

LE MINISTRE DES FINANCES ET DU BUDGET,

- Vu** La constitution ;
- Vu** Le décret n° 2006 – 002/PRES du 05 janvier 2006 portant nomination du Premier Ministre ;
- Vu** Le décret n° 2006 – 003/PRES/PM du 06 janvier 2006 portant composition du gouvernement du Burkina Faso ;
- Vu** La loi n°006 – 2003 du 24 janvier 2003 relative aux lois de finances ;
- Vu** Le décret n° 2003 – 567/PRES du 29 octobre 2003 portant promulgation de la loi n°006 – 2003 du 24 janvier 2003 relative aux lois de finances ;
- Vu** Le décret n° 2002 – 446/PRES/PM/MFB du 29 octobre 2002 portant organisation du Ministère des Finances et du Budget ;
- Vu** Décret n° 2005-255/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant règlement général sur la comptabilité publique ;
- Vu** Décret n° 2005-256/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant régime juridique applicable aux comptables publics ;
- Vu** Décret n° 2005-257/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant régime des ordonnateurs et des administrateurs de crédits de l'Etat et des autres organismes publics ;
- Vu** Décret n° 2005-258/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant modalités de contrôle des opérations financières de l'Etat et des autres organismes publics ;
- Vu** Le décret n°2003 – 269/PRES/PM/MFB du 27 mai 2003 portant réglementation

générale des achats publics ;

Vu Le décret n°2005 – 097/PRES/PM/MFB du 23 février 2005 portant création du Comité National de Coordination et de Suivi des réformes du secteur des marchés publics ;

Sur proposition du Président du Comité National de Coordination et de Suivi des réformes du secteur des marchés publics.

A R R E T E

Article 1 : Le fonctionnement des Commissions d'attribution des marchés, des Commissions de règlement amiable des litiges et des Commissions de réception est régi par les dispositions du présent arrêté.

Titre I : DES COMMISSIONS D'ATTRIBUTION DES MARCHES

Article 2 : La Commission d'attribution des marchés se réunit, en tant que de besoin, sur convocation écrite de son Président.

Les convocations ainsi que les dossiers inscrits à l'ordre du jour doivent parvenir à chaque membre soixante douze (72) heures ouvrables au moins avant la date fixée pour la réunion.

Les observateurs sont également convoqués dans les mêmes conditions.

Article 3 : Pour les appels d'offres, la Commission d'attribution des marchés met en place une sous-commission technique composée d'un représentant du service bénéficiaire, d'un représentant du service technique compétent, du consultant ayant eu la charge de l'élaboration du dossier d'appel à la concurrence et éventuellement de personnes ressources.

La qualité de membre de la Commission d'Attribution des Marchés est incompatible avec celle de membre de la sous-commission technique.

Article 4 : Le procès-Verbal doit être établi par la Commission d'attribution des marchés dans les sept (7) jours ouvrables qui suivent la fin des travaux et contenir toutes les informations exigées à l'article 29 du décret n°2003-269/PRES/PM/MFB du 27 mai 2003.

Chapitre 1 : DES COMMISSIONS D'ATTRIBUTION DES MARCHES DE L'ETAT

Article 5 : Les décisions de la Commissions d'attribution des marchés sont prises à la majorité simple des membres présents. En cas de partage égal des voix, la voix du président est prépondérante.

Les procès-verbaux relatifs d'une part, à l'ouverture des offres et d'autre part, à la proposition d'attribution du contrat sont signés par tous les membres présents.

Article 6 : Pour les appels d'offres dont le montant cumulé des contrats excède cent millions (100 000 000) de francs CFA, les procès-verbaux de la Commission d'attribution des marchés et le rapport d'évaluation de la sous-commission sont soumis à un avis conforme de la Direction Centrale des Marchés Publics avant toute notification provisoire aux candidats retenus.

La Direction Centrale des Marchés Publics dispose d'un délai de dix (10) jours calendaires pour donner son avis.

Article 7 : Lorsque la Direction Centrale des Marchés Publics ne suit pas les propositions d'attribution ou formule des recommandations, la Commission est invitée à procéder à un réexamen des offres en prenant en compte les observations formulées.

Si ces observations ne sont pas acceptées par la Commission d'attribution des marchés, la décision d'attribution du marché sera prise par le ministre chargé du budget.

Chapitre 2 : DES COMMISSIONS D'ATTRIBUTION DES MARCHES DES AUTRES PERSONNES PUBLIQUES

Article 8 : Les décisions de la Commission d'attribution des marchés sont prises à la majorité des membres présents. En cas de partage égal des voix, la voix du président est prépondérante.

Les procès-verbaux relatifs d'une part, à l'ouverture des offres et d'autre part, à la proposition d'attribution du contrat sont signés par tous les membres présents de la commission.

Article 9 : Les travaux des Commissions d'attribution des marchés des Etablissements publics, des Entreprises publiques et des collectivités locales sont soumis à l'organe délibérant de la structure conformément aux seuils définis.

TITRE II : DE LA COMMISSION DE REGLEMENT AMIABLE DES LITIGES

Chapitre 1 : DE LA COMPETENCE DE LA COMMISSION DE REGLEMENT AMIABLE DES LITIGES

Article 10 : La commission de règlement amiable des litiges connaît des plaintes des soumissionnaires s'estimant injustement évincés des procédures soumises aux dispositions de la réglementation générale des achats publics portant sur les procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics.

Article 11 : Les plaintes des soumissionnaires peuvent porter sur :

- la décision d'attribuer ou de ne pas attribuer le marché ;
- les conditions de publication des avis ;
- les règles relatives à la participation des candidats et aux capacités et garanties exigées ;
- le mode de passation et la procédure de sélection retenus ;
- la conformité des documents d'appel d'offres à la réglementation ;
- les spécifications techniques retenues ;
- les critères d'évaluation.

Article 12 : Les soumissionnaires s'estimant injustement évincés doivent invoquer à l'appui de leur plainte une violation caractérisée de la réglementation générale des achats publics ou des principes fondamentaux régissant la passation des marchés publics.

Article 13 : La commission de règlement amiable des litiges peut également statuer sur les litiges entre les organes de l'administration survenant dans le cadre de la procédure de passation des marchés publics.

Article 14 : Sur le fondement des informations recueillies dans l'exercice de sa mission, ou de toute information communiquée par des autorités contractantes, des candidats ou des tiers, la commission de règlement amiable des litiges peut s'auto-saisir et statuer sur les irrégularités, fautes et infractions constatées.

Chapitre 2 : DU FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION DE REGLEMENT AMIABLE DES LITIGES

Article 15: Les représentants du secteur privé dans la commission de règlement amiable des litiges sont désignés par les associations professionnelles et proposées à

la nomination du Ministre Chargé du Budget à raison de deux représentants titulaires et de deux suppléants par secteur d'activités.

La durée de leur mandat est de deux (02) ans renouvelables une fois.

Article 16 : La commission de règlement amiable des litiges se réunit sans quorum sur convocation écrite de son président. Avant la réunion, un ordre du jour détaillé est envoyé à chaque membre avec en annexe les rapports, les procès verbaux et tout document y relatif.

Article 17 : Pour chaque dossier inscrit à son ordre du jour, la commission de règlement amiable des litiges entend les parties et recherche avec elles une solution amiable au différend et en cas de succès, constate soit l'abandon des prétentions de l'une ou l'autre partie, soit la conclusion d'une transaction mettant fin au litige.

Article 18: La CRAL peut être saisie par le Président de la commission ou le rapporteur de la sous-commission.

Article 19 : La commission de règlement amiable des litiges se prononce à la majorité des membres présents.

La voix du président est prépondérante en cas de partage égal de voix.

Article 20 : Les plaintes des soumissionnaires doivent être déposées auprès du secrétariat permanent de la commission de règlement amiable des litiges dans les deux (02) semaines qui suivent la publication des résultats dans la revue des marchés publics.

Tout recours au-delà de ce délai est irrecevable.

Article 21 : La commission de règlement amiable des litiges est tenue de se prononcer dans un délai maximum de quinze (15) jours à compter de la date de sa saisine.

Passé ce délai, la mesure suspensive de la procédure est levée et les travaux de la commission sont soumis à l'approbation de l'autorité compétente.

Article 22: Les représentants du secteur privé dans la commission locale de règlement amiable des litiges sont nommés par décision du haut commissaire de la province sur proposition des associations professionnelles concernées à raison d'un titulaire et d'un suppléant.

La durée de leur mandat est de deux (02) ans renouvelables une fois.

Article 23 : Les plaintes des soumissionnaires doivent être déposées auprès du Président de la commission locale de règlement amiable des litiges territorialement compétente dans les quinze (15) jours qui suivent la publication des résultats.

Tout recours au delà de ce délai est irrecevable.

Article 24: La commission locale de règlement amiable des litiges se réunit sans quorum sur convocation écrite de son président. Avant la réunion, un ordre du jour détaillé est envoyé à chaque membre avec en annexe les rapports, les procès-verbaux et tout document y relatif.

Article 25: Pour chaque dossier inscrit à son ordre du jour, la commission locale de règlement amiable des litiges entend les parties et recherche avec elles une solution amiable au différend et en cas de succès, constate soit l'abandon des prétentions de l'une ou l'autre partie soit la conclusion d'une transaction mettant fin au litige.

Article 26 : La commission locale de règlement amiable des litiges se prononce à la majorité des membres présents.

La voix du président est prépondérante en cas de partage égal des voix.

Article 27 : La commission locale de règlement amiable des litiges est tenue de se

prononcer dans un délai maximum de quinze (15) jours à compter de la date de sa saisine. Passé ce délai, la mesure suspensive de la procédure est levée et les travaux de la commission sont soumis à l'approbation de l'autorité compétente.

TITRE III : DE LA COMMISSION DE RECEPTION

Article 28 : La réception des prestations dans le cadre de l'exécution des marchés s'effectue par une commission constituée en fonction de l'objet du contrat en présence du prestataire.

Article 29 : Toute réception de marchés de travaux est précédée d'une pré-réception effectuée par le maître d'œuvre.

Le prestataire doit joindre à sa demande de réception, la preuve de pré réception (rapport du maître d'œuvre).

Le maître d'ouvrage ou le maître d'ouvrage délégué peut y assister ou se faire représenter.

Article 30 : La Commission de réception établit, à l'issue des opérations de vérification, s'il y a lieu, un procès-verbal signé par tous les membres présents qui constitue la preuve du transfert du bien au patrimoine de l'Administration.

Article 31 : Pour les prestations intellectuelles, le cahier de charges précisera la composition du comité de validation.

Article 32 : Le présent arrêté qui abroge toutes dispositions antérieures contraires notamment, l'arrêté 2003-283/MFB/CAB portant fonctionnement des commissions d'attribution des marchés, des commissions de règlement amiable des litiges, des commissions de réception sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Ouagadougou, le